



FRANCE

« Les résultats de CP sont en net progrès »

Le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, dévoile les résultats de l'évaluation de 800 000 élèves

ENTRETIEN

Evaluations en CP, décrocheurs, tests, vaccination des enseignants, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, fait le bilan d'un an de crise sanitaire à l'école. **Cela fait presque un an que la France a basculé dans la crise sanitaire. Depuis la fin du premier confinement, vous défendez le maintien des écoles ouvertes. Est-ce un dogme, à l'heure des variants ?**

Maintenir les écoles ouvertes est un objectif humain fondamental ! L'école n'est pas une variable d'ajustement mais un enjeu vital pour tous les enfants. En avoir été privé nous a rappelé son caractère précieux. Les avantages à laisser les écoles ouvertes sont largement supérieures aux inconvénients.

Nous savons cependant qu'un mois de mars difficile nous attend. Depuis lundi, tous les enfants de France sont de nouveau en classe. Or, la courbe des contaminations a tendance à augmenter dans les jours qui suivent le retour des vacances ; ces prochaines semaines, davantage de classes risquent de fermer. Mais ces fermetures ont toujours été et restent encore très minoritaires – de l'ordre de 0,2 %.

Sur le plan strictement scolaire, mesure-t-on les effets du confinement ?

Les dispositifs d'évaluation mis en place depuis 2017 nous ont été pour cela très précieux. Ainsi, pour nos 800 000 élèves de CP, les tests qu'ils ont passés, en sep-

tembre, montraient une régression inévitable du fait du confinement. Ces mêmes écoliers ont de nouveau été évalués en janvier, et leurs résultats sont en net progrès. En mathématiques comme en français, le retour à l'école a, globalement, permis d'effacer le recul lié à la période du confinement.

Ce constat vaut-il aussi pour les élèves défavorisés ?

Le rattrapage n'est pas aussi homogène qu'on le voudrait, notamment pour les élèves relevant de l'éducation prioritaire renforcée [REP+]. Les progrès de ces derniers, en français comme en mathématiques, sont moins importants que ceux de tous les autres élèves. Les écarts de réussite en français ont même pu s'accroître – ce qui n'est pas le cas en mathématiques. Cela ne veut pas dire que ces écoliers ont régressé : c'est l'amélioration de la réussite de tous les autres qui a creusé l'écart.

Qu'en est-il des « décrocheurs » ?

C'est une autre bonne nouvelle, assez contre-intuitive : leur nombre n'a pas augmenté en 2020. Dans les lycées professionnels où se concentre souvent le décrochage, on a vu revenir les élèves beaucoup plus nombreux en septembre. Être privé d'école a conduit à un regain d'attachement à l'école. Voilà une autre donnée à mettre au crédit des professeurs, qui ont fait un travail exceptionnel durant toute la période.

Vous leur rendez hommage. N'est-il pas temps de tous les revaloriser ?

Cette revalorisation, nous y tra-

vaillions dès avant la crise sanitaire. Ce travail arrive à maturité : le Grenelle de l'éducation va s'achever en mars. Les premières augmentations ont eu lieu, avec la prime informatique versée, fin février, à tous les professeurs, ou encore la prime de 450 euros annuels pour les directeurs d'école. Les plus jeunes vont aussi percevoir, pour certains, jusqu'à 100 euros par mois supplémentaires à partir de mai. Le mouvement se poursuivra, nous y travaillons avec le premier ministre. Les plus jeunes bénéficieront davantage de cet effort. Nous avançons dans les discussions pour 2022 avec les syndicats sur ce sujet. L'éducation nationale emploie 1 million de salariés. Mieux reconnaître les enseignants passe aussi par une gestion des ressources humaines plus souple, avec plus de travail en équipe. C'est la fin du cliché du mammouth.

Quid des lycéens dont toute une frange continue d'aller en cours à mi-temps, alors que le bac approche ?

Nous réussissons, j'espère bien avant la fin de l'année scolaire, à ce que tous les lycéens, et en priorité ceux de terminale, puissent revenir à plein temps en cours. Le bac aura lieu : tout indique que le mois de juin permettra d'étudier dans de meilleures conditions et d'organiser les épreuves terminales [de philosophie et du grand oral], ainsi que celle de français en 1^{re}. C'est mon objectif, sauf très mauvaise et très improbable surprise.

Beaucoup de jeunes confient





leur désarroi... Que prévoyez-vous pour les rassurer, eux et leurs parents ?

La jeunesse est et sera la priorité absolue du gouvernement. Nous allons amplifier l'aide aux devoirs, y compris à distance, y compris pendant les vacances. Cela fait partie des acquis de la crise : les « vacances apprenantes », la « nation apprenante », les « devoirs faits » et les « e-devoirs faits »... Tous ces dispositifs seront reconduits. Notre résilience pendant la crise est à la base de notre renaissance après la crise.

Voyez-vous des « effets positifs » à la crise ?

Outre la continuité pédagogique, la période nous a permis d'accélérer notre transformation numérique. Les cours à distance du CNED, avec 1,3 million de comptes créés tous niveaux confondus, la modernisation de nos environnements numériques de travail... La période a été riche en innovations.

On a pourtant vu des parents s'épuiser, et des enseignants dénoncer les limites de l'école à distance...

Bien entendu, tout n'a pas été parfait. Dans les premiers jours du confinement, la coordination pédagogique n'a pas été simple. Nous avons pris conscience que nos serveurs numériques manquaient de puissance. Nos services de santé scolaire, les médecins et les infirmiers scolaires font un travail extraordinaire. Même chose pour les psychologues de l'éducation nationale, dans une période comme celle-ci. Dans le cadre du Grenelle de l'éducation, nous voulons renforcer l'attractivité de ces métiers et la coopération avec la médecine de ville. Ce sont des points de fragilité qui préexistaient à la crise sanitaire mais que celle-ci a mis en lumière et sous tension.

Vous avez annoncé l'arrivée

des tests salivaires dans les écoles. Est-on enfin prêt ?

Le dispositif est en train de monter en puissance. C'est vrai que les tests antigéniques dans les collèges et lycées, lancés en décembre, ont rencontré des limites : les volontaires – de l'ordre de 20 % – restent minoritaires. C'est pourquoi nous attendions avec impatience les tests salivaires, qui sont complémentaires et concernent prioritairement l'école primaire. Nous sommes en mesure d'en faire passer 100 000 cette semaine, contre 60 000 la semaine écoulée, pour atteindre l'objectif des 300 000 tests hebdomadaires, mi-mars. L'idée est d'aller là où le virus circule le plus mais aussi de revenir, tous les quinze jours, dans les mêmes écoles, collèges et lycées, une dizaine par académie, pour cerner l'évolution de l'épidémie dans un échantillon témoin.

Qu'en est-il de la vaccination des enseignants ?

La stratégie nationale obéit à une logique qui est de cibler les populations des plus vulnérables aux moins vulnérables. Nous sommes dans la deuxième phase : les plus de 50 ans sont concernés quand ils ont des comorbidités. Nos professeurs volontaires, qui sont dans ces situations, peuvent donc être vaccinés. Mais la logique actuelle n'est pas d'ajouter un critère professionnel aux critères de santé.

La nouvelle sectorisation des lycées à Paris fait polémique. Ceux qui n'ont plus accès aux prestigieux établissements du centre estiment que, sous prétexte de lutter contre la ségrégation scolaire, on les assigne à résidence...

Le système qui existait avait des limites évidentes. Il faut agir si l'on ne veut pas d'une affectation complètement inégalitaire et non mixte à Paris. C'est un enjeu d'égalité des chances. On a tout à fait la possibilité, à court terme, par l'affectation des moyens et

des professeurs, d'arriver à une très haute qualité de l'ensemble des établissements et de mettre un terme à la hiérarchisation à outrance des lycées, unique par son intensité en France. Mais il faut un soutien très puissant aux établissements les plus en difficulté. Nous le ferons.

Des ajustements sont-ils encore possibles ?

Nous verrons si des décisions peuvent être prises dans le cadre du groupe de suivi, pour éviter toutes les anomalies. Avant et après la rentrée. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATTEA BATTAGLIA
ET PIERRE JAXEL-TRUER

« Le baccalauréat aura lieu : tout nous indique que le mois de juin permettra d'étudier dans de meilleures conditions »





Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, à Paris, le 8 mars.

CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

